

REPUBLIQUE DU BURUNDI

*Conseil National pour la
Défense de la Démocratie*

REPUBLIKA Y'UBURUNDI

*Inama y'Igihugu
Iigwanira Demokarasi*



CABINET DU PRESIDENT

19 juin 1995

COMMUNIQUE N°21

L'ETAT d'exception que vient de décréter le Président otage devenu complice, M. NTIBANTUNGANYA Sylvestre prouve, une fois de plus, le bien fondé de l'option politico-militaire par le CNDD, la seule coalition (FROLINAT, UBU, MPD, aile démocrate du FRODEBU et indépendants) qui oeuvre concrètement pour le retour de la démocratie au Burundi et pour la protection de la population contre l'Armée Rebelle à la Démocratie. Une armée qui massacre des enfants, des vieillards et des femmes enceintes.

Cet état d'exception donne, encore une fois, raison au CNDD dans son opposition contre la Convention de Gouvernement du 10 septembre 1994 qui a fait aboutir le putsch du 21 octobre 1993 et qui vient d'être couronné par le retour de l'état d'exception comme pendant les trente ans de dictature militaire au Burundi.

Les moyens pacifiques étant épuisés, le CNDD demande à tous les vrais démocrates du Burundi, d'Afrique et du Monde d'appuyer concrètement, individuellement et/ou collectivement les efforts héroïques des Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) dans leur juste mission de

- 1° limiter les dégâts
- 2° protéger la population
- 3° forcer l'Armée Rebelle à la Démocratie à négocier un juste partage du pouvoir dans le respect des règles démocratiques
- 4° forcer cette armée monoethnique et régionaliste à accepter une réforme où toutes les ethnies et les provinces seront représentés.

Quoi qu'il en soit, l'état d'exception est un autre coup d'épée dans l'eau qui ne changera rien à la résistance populaire face au drame quotidien que vit le Peuple Burundais depuis le 21 octobre 1993, jour de l'assassinat de Son Excellence feu Président Melchior NDADAYE, le premier président démocratiquement élu.

Enfin, concernant les massacres par l'armée gouvernementale avec l'aide du Front Patriotique Rwandais et de la National Resistance Army ougandais, rien de nouveau qu'apporte cet l'état d'exception. En effet, l'armée continue à massacrer les civils dans les zones de KAMENGE et KINAMA, aujourd'hui comme hier. Quant à la résistance, elle continuera.

Pour le CNDD,
Jérôme NDIHO
Porte Parole.